



## NON A LA LOI DARMANIN ! FACE AU RACISME D'EN HAUT, NOTRE SOLIDARITE DE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

### La scélératesse au sommet !

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! Après le rejet de la loi par une motion préalable, le gouvernement s'entêtera-t-il jusqu'au bout pour faire adopter ses propositions les plus abjectes ? L'Assemblée nationale avait en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées. La plus grande scélératesse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

### Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ».

Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Darmanin et sa loi se sont pris les pieds dans le tapis parlementaire. Pour envoyer toute sa politique raciste à la poubelle, travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et manifestons partout en France contre la loi « Immigration » les 16 ou 18 décembre.

### Réunion publique : viens discuter !

Le NPA organise une réunion ouverte à toutes et tous pour discuter des massacres en Palestine et de la loi Darmanin. En France comme partout dans le monde, le climat est de plus en plus violent contre les pauvres et les opprimés. Comment s'y opposer ? Viens mercredi 20 décembre à 18h pour en discuter. Contacte-nous par mail pour le lieu de rdv.

### Soutenir financièrement le NPA

Pour financer son combat révolutionnaire, le NPA ne peut compter que sur le soutien de celles et ceux qui le partagent. Nous ne touchons aucune subvention de l'État et nous n'avons que des ennemis dans le grand patronat ! Nous nous tournons vers vous, jeunes, travailleuses et travailleurs, pour financer nos activités : meetings, tracts, bulletins, affiches – le NPA est un parti militant, toujours en campagne, et pas seulement à l'occasion des élections !



## Grève aux urgences de la Pitié-Salpêtrière : ça paie !

Mardi dernier, l'équipe de jour des urgences de l'hôpital Pitié-Salpêtrière, à Paris, a fait grève pour plus d'effectifs et de moyens. La direction de l'hôpital, qui a commis l'erreur de sous-estimer la colère des employés, n'avait même pas préparé le service minimum ni assigné les agents ! Ceux-ci ont marqué le coup et ils ont eu raison. Après un jour de grève, ils ont obtenu « l'affectation » de plus de personnel aide-soignant et infirmier dans le service, et quelques rustines côté matériel : audits sur le matériel et les besoins, « prêt » de brancards en attendant d'en avoir des neufs, renouvellement d'une imprimante... Bref, un début, et tous restent mobilisés pour contraindre la direction à tenir ses engagements, et remettre le couvert si nécessaire ! Étant donné le ras-le-bol dans tous les services, et d'autres grèves dans des services hospitaliers, comme en réa à l'hôpital Tenon à Paris, ou encore aux cuisines de l'hôpital Paul Guiraud à Villejuif, la colère aurait intérêt à se transformer en un mouvement d'ensemble !

## Grève à la cuisine centrale de l'hôpital Paul Guiraud à Villejuif (94)

La colère couvait depuis longtemps face à la charge de travail et au traitement de la direction. Le 6 décembre les travailleurs de la cuisine centrale se sont mis en grève majoritaire. Après 3 jours de grève, avec le soutien de l'intersyndicale CGT, Sud, UNSA, la direction s'est engagée sur des renforts saisonniers, sur la réouverture des douches (qui étaient fermées...), l'affichage des plannings 48h à l'avance, la révision des dotations de vêtements... Au delà de ça, les grévistes expriment surtout le sentiment de s'être fait respectés. À force de tirer sur la corde, la corde a craqué !



## Un mois de salaire de perdu (joyeuses fêtes quand même) !

Avec la hausse des prix, en 2022, il aurait fallu déboursier en moyenne 1320 euros de plus pour consommer la même chose qu'en 2021, selon une estimation de l'Insee. Un mois de SMIC ! Cette situation n'a fait que s'aggraver en 2023, touchant les plus modestes, puisque l'inflation concerne en majeure partie les produits de première nécessité. Face à cela, la direction du CHR de Lille, comme dans d'autres établissements, ne promet que des primes, comme cette "prime d'inflation" qui tarde d'ailleurs à pointer le bout de son nez... Et même si elle finira peut-être par arriver à la fin décembre, il n'y aura pas de quoi rattraper ce qui a été grignoté par la hausse des prix ! Le meilleur moyen de s'en sortir est d'obtenir une augmentation de salaire d'au moins 400 euros net par mois, pour tout le monde.

## C'est qui les antisémites ?

Le gouvernement français et toute la droite ont tout fait et font tout pour taire les dénonciations du massacre à Gaza, sous prétexte que ce serait de l'antisémitisme. L'antisémitisme, c'est la haine des Juifs, c'est du racisme. L'État d'Israël n'est pas le peuple Juif. Et sa politique coloniale en Palestine, l'apartheid dans l'État d'Israël a pour conséquence l'oppression d'un autre peuple, les Palestiniens... ce que dénoncent de nombreux Juifs aux USA, au Royaume-Unis. Un peuple n'est pas assimilable à la politique d'un Etat... c'est pour ça que l'antisionisme ce n'est pas de l'antisémitisme.

Et à tous ces représentants d'État, ou qui cherchent à l'être, nous tenons à rappeler que ce sont les pays impérialistes à la fin de la 2e guerre mondiale qui ont soutenu le projet sioniste, pour se débarrasser des Juifs qu'ils ne voulaient pas accueillir sur leurs territoires.

## Enfermement de migrants : ni à Dunkerque, ni ailleurs !

Les États français et britannique veulent construire un nouveau centre de rétention administrative (CRA) à Dunkerque. Les CRA sont des prisons de fait où sont enfermées et maltraitées les personnes sans papiers dans l'attente de leur expulsion. Ce projet s'inscrit dans les logiques racistes et sécuritaires de l'ensemble des pays européens, qui dépensent des milliards d'euros dans la militarisation des frontières, le flicage et le harcèlement des migrants.

## Aide médicale de l'État : on en remet une couche

Après le rejet de la proposition des parlementaires du groupe Les Républicains de supprimer l'Aide médicale de l'État (AME) (la couverture santé des personnes en situation irrégulière), Élisabeth Borne avait annoncé la création d'une mission confiée au républicain Patrick Stefanini et à l'ancien ministre socialiste Claude Evin et chargée de déterminer si « des adaptations » de l'AME sont nécessaires. Ils viennent de répondre par l'affirmative en remettant leur rapport. Un de plus. Car depuis sa création en juillet 1999 l'AME a déjà fait l'objet de modifications en 2002, 2005, 2007, 2008, 2011, 2012 et 2019. D'où le surnom ironique que lui ont donné les ONG du secteur « de milliard le plus scruté de la dépense publique ». En effet si ce milliard d'euros représente moins de 0,5 % du budget de l'Assurance maladie, il est régulièrement attaqué et remis en cause par la droite, notamment dans le cadre de ses campagnes anti-migrants. Et il n'y a aucune raison que cela s'arrête.

## PROCHAINE MANIFESTATION A LILLE

Samedi 16 décembre 2023

14h30, Place de la République, Lille



Collectif national  
"soignantes pour gaza",  
à suivre sur les réseaux  
insta  
tiktok  
twitter/x  
[@soignantesprgaza](https://www.instagram.com/soignantesprgaza)

Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants. Tu peux aussi nous écrire par mail à [npa.lille@gmail.com](mailto:npa.lille@gmail.com) ou sur les réseaux sociaux.